

Évolution des dépenses d'exploitation
pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2014
(millions \$)

1	Budget 2013 (alloué par la Régie-décision juillet 2013)		182,7
2	Salaires		0,6 (a)
3	Main d'œuvre imputée aux immobilisations		(1,7) (b)
4	Services professionnels et services externes	1,1 (c)	
5	Jetons des administrateurs	(0,3)	
6	Loyers et assurances	(0,2)	
7	Frais de déplacement, de représentation et d'adhésion	(0,6) (d)	
8	Carburant et huiles	(0,2)	
9	Revenus	<u>(0,5)</u>	(0,7)
10	Salaires et frais d'utilisation des services rechargés aux activités non réglementées	(0,5) (e)	
11	Baisse des salaires et avantages sociaux capitalisés au Projet Côte - Nord (D-2012-113) - arrêt du projet en mai 2013	0,8 (f)	
12	Excédent budgétaire sur la coupure - décision CT 2013	<u>4,0 (g)</u>	<u>4,3</u>
13	Projection 2013 - 9/3		185,2
14	Salaires		6,1 (h)
15	Main d'œuvre imputée aux immobilisations		(0,4) (i)
16	Avantages sociaux		(7,8) (j)
17	Services professionnels et externes	1,9 (k)	
18	Loyer et assurances	0,3	
19	Frais de déplacement, de représentation et d'adhésion	0,8 (l)	
20	Fournitures de bureau	0,3	
21	Carburant et huiles	0,2	
22	Revenus et autres	0,2	
23	Dons et commandites	0,2	3,8
24	Autres frais généraux imputés aux immobilisations	(0,2)	
25	Salaires et frais d'utilisation des services rechargés aux activités non réglementées	(0,7) (m)	
26	Baisse des salaires et avantages sociaux capitalisés au Projet Côte - Nord (D-2012-113) - arrêt du projet en mai 2013	0,9 (n)	
27	Excédent budgétaire sur la coupure - décision CT 2013	1,0 (o)	
28	Réduction des dépenses à la suite de la décision D-2014-077	<u>(2,2) (p)</u>	<u>(1,2)</u>
29	Budget 2014		<u>185,7</u>

BUDGET DE L'ANNÉE 2014

1 Le budget des dépenses d'exploitation de 2014 est en hausse de 3,0 M\$ ou 1,6 % par rapport
2 au budget autorisé 2013, considérant la réduction de 5,0 M\$ à la suite à la décision
3 D-2013-106. Cette réduction a été entièrement reflétée dans la catégorie « autres dépenses
4 d'exploitation » du budget 2013. Au moment de la préparation du dossier tarifaire 2014,
5 Gaz Métro estime être en mesure de ne réaliser que 2,5 M\$ d'économie, équivalent à 50 % de
6 la réduction demandée de 5,0 M\$. Gaz Métro anticipe donc terminer l'exercice financier 2013,
7 avec un niveau de dépenses d'exploitation de 185,2 M\$, tel que présenté à la projection 2013.
8 Ainsi, le budget des dépenses d'exploitation de 2014 est en hausse de 0,5 M\$ ou 0,3 % par
9 rapport à la projection 2013. Cette hausse résultant de la croissance de la masse salariale et
10 des autres dépenses d'exploitation, est toutefois presque entièrement compensée par la
11 réduction des avantages sociaux découlant de l'évolution du coût des régimes de retraite.
12 Gaz Métro a toujours comme objectif le maintien d'un réseau fiable et sécuritaire, l'excellence
13 de son service à la clientèle et la sécurité de son personnel. De plus, elle désire développer les
14 opportunités de développement durable qui se présentent à elle. La hausse des dépenses
15 d'exploitation 2014 reflète cette volonté et s'explique par les éléments qui suivent.

16 En 2013, le niveau projeté des activités capitalisables dépassera le budget 2013 de 1,7 M\$ (b),
17 nécessitant pour sa réalisation, une sollicitation accrue des ressources internes de 0,6 M\$ (a)
18 en salaires. Cette augmentation est constituée d'une hausse du temps supplémentaire de
19 3,6 M\$ atténuée par une économie de salaires reliée au Projet Côte-Nord et aux postes
20 vacants. En 2014, la hausse des salaires de 6,1 M\$ (h) par rapport à la projection 2013
21 s'explique comme suit :

Inflation des salaires (2,7%)	3,1 M\$
Ajout de nouveaux postes net de la réduction corporative liée au mouvement de personnel	1,1 M\$
Cohorte 2014 (4 postes vacants en 2013)	0,4 M\$
Projet de signalisation MTQ	1,1 M\$
Programme de sceaux	0,9 M\$
Projet Côte-Nord	(0,5)M\$
Total	6,1 M\$

1 Cette hausse de la masse salariale tient compte d'une réduction corporative de 2,8 M\$
2 (excluant avantages sociaux) liée au délai de comblement des postes vacants en cours
3 d'exercice. Cette réduction corporative a été intégrée au budget 2014, à la suite des
4 commentaires formulés par la Régie dans ses décisions D-2013-106 et D-2014-077 à l'égard
5 des économies liées aux postes vacants réalisés année après année, qui n'étaient pas
6 considérés lors de l'établissement du budget des dépenses d'exploitation. Par ailleurs,
7 Gaz Métro a évalué le temps supplémentaire de 2014 sur la base de la projection de 2013,
8 reflétant la tendance des dernières années. Ainsi, ces deux composantes de la masse salariale
9 reflèteront, en 2014, les résultats réels constatés au cours de la dernière année.

10 La progression de la masse salariale est partiellement compensée par une capitalisation de la
11 main-d'œuvre supérieure de 0,4 M\$ (i). Comme le taux de capitalisation de 2014 reflète le taux
12 de la projection de 2013, la hausse de la main d'œuvre imputée aux immobilisations s'explique
13 par l'inflation de la masse salariale ainsi que par l'ajout de nouveaux postes. Cette hausse est
14 toutefois partiellement compensée par la réduction des avantages sociaux capitalisés.

15 La mise à niveau des dépenses reliées aux régimes de retraite factorisée au budget 2013 ainsi
16 que l'estimation de l'évaluation actuarielle de ceux-ci en date du 31 décembre 2013, se
17 traduisent par une réduction des avantages sociaux de 6,4 M\$. Considérant la réduction
18 corporative liée au mouvement de personnel, cette réduction des avantages sociaux totalise
19 7,8 M\$ (j). Il est à noter qu'à la suite de la mise à jour du rapport actuariel des régimes de
20 retraite de Gaz Métro, un remboursement des lettres de crédit de 2,7 M\$ est anticipé
21 (Gaz Métro-11, Document 18, l.16) pour l'exercice 2013, tel que prévu à la réponse de la
22 question 3,4 de Gaz Métro-18, document 11 du dossier R-3809-2012.

23 En 2013, des économies de 0,6 M\$ (d) sont anticipées au niveau des frais de déplacements, de
24 représentation et d'adhésion auprès d'organismes professionnels découlant notamment des
25 postes demeurés vacants ou des déplacements (congrès, formations, etc.) qui ne se sont pas
26 concrétisés durant l'exercice. Par ailleurs, en 2014, l'enveloppe budgétaire des frais de
27 représentation est à un niveau comparable à celle prévue au budget 2013 ce qui représente
28 une hausse de 0,8 M\$ par rapport à la projection 2013 (l). Le maintien de cette enveloppe
29 découle de l'augmentation du nombre d'employés, ainsi que de la hausse des activités en
30 support à la campagne de positionnement qui amène Gaz Métro à adhérer à différentes

1 associations, qui agissent comme agent d'influence auprès des clients et du public en général,
2 et à participer activement à leurs activités.

3 Les projets nécessitant des services professionnels et externes ont été nombreux en 2013:
4 ainsi, un dépassement de 1,1 M\$ (c) est anticipé à la projection 2013 par rapport au budget
5 2013 qui s'explique essentiellement par la campagne de positionnement qui n'avait pas été
6 prévue au budget 2013. En 2014, [...] plusieurs dossiers, tels que le dossier lié aux enjeux
7 d'approvisionnement auprès de TCPL, les enjeux de saturation du réseau, les activités liées au
8 projet Cross Bore et autres projets de l'exploitation, se traduisent par des besoins
9 supplémentaires de 1,9 M\$ (k).

10 En 2013, la recharge aux activités non réglementées a été revue à la hausse de 0,5 M\$ (e) par
11 rapport à ce qui avait été prévu au budget 2013. Cette réévaluation de la recharge intègre le
12 coût des services de support dont les activités non réglementées bénéficient, tel que demandé
13 par la Régie dans la décision D-2013-106¹. Pour 2014, l'actualisation du coût des services de
14 support aux ANR, tel que demandé par la Régie, et la mise à jour de l'analyse d'allocation du
15 temps consacré aux ANR par des employés se traduit par une augmentation de la recharge aux
16 ANR de 0,7 M\$ (m).

17 L'arrêt du projet de la Côte Nord en mars 2013, se traduit par un niveau de capitalisation qui
18 passe de 1,7 M\$ au budget original 2013 à 0,9 M\$ à la projection 2013, ce qui occasionne une
19 réduction de 0,8 M\$ (f) des salaires et avantages sociaux capitalisés au projet au cours de
20 l'exercice 2013. Conséquemment, le budget 2014 ne prévoyant aucune dépense à capitaliser
21 au projet, on constate une baisse de 0,9 M\$ (n), par rapport à la projection 2013. Cette baisse
22 est donc équivalente au niveau de capitalisation prévu à la projection 2013.

23 Par ailleurs, à la projection 2013, Gaz Métro présente une réduction non attribuée à un secteur
24 de 1 M\$ (Gaz Métro-11, doc. 14, p. 1, l. 61, col. 5) à titre de réduction générale des dépenses
25 (correspondant principalement aux postes qui resteront vacants d'ici la fin de l'exercice 2013).
26 Cette réduction générale, comparativement à celle de 5,0 M\$ (Gaz Métro-11, doc. 14, p. 1, l.
27 61, col. 3) prévue au budget 2013, découlant de la décision de la Régie D-2013-106,
28 occasionne une hausse de 4,0 M\$ (g).

¹ D-2013-106-paragraphe 219

1 Il est toutefois important de préciser qu'au terme de l'exercice de la projection 2013 par les
2 différents secteurs de l'organisation, Gaz Métro a été en mesure d'identifier et de répartir aux
3 différents secteurs une économie additionnelle de 1,5 M\$. Par conséquent, puisqu'une
4 réduction totale de 2,5 M\$ a été identifiée à la projection 2013 par rapport au budget 2013
5 (1 M\$ de réduction générale des dépenses et 1,5 M\$ de réduction des dépenses répartie dans
6 les différents secteurs), Gaz Métro ne croit pas être en mesure de dégager l'économie de
7 2,5 M\$ manquant pour atteindre le budget autorisé par la Régie de 182,7 M\$.

8 **De plus**, la hausse de 1,0 M\$ (o) reflète le fait qu'aucune réduction générale des dépenses ne
9 soit prévue en 2014 (Gaz Métro-11, doc. 14, p. 1, l. 61, col. 1).

10 **Enfin**, à la suite de la décision de la Régie D-2014-077, une ponction additionnelle de
11 **2,2 M\$ (p)** a été intégrée au budget 2014. Cette ponction représente la portion résiduelle de la
12 **réduction totale de 10,8 M\$ demandée**, tel que démontré dans le tableau suivant :

Réduction totale D-2014-077	(10,8 M\$)
a) Masse salariale	(0,6 M\$)
b) Baisse du coût des régimes de retraite	(8,8 M\$)
c) Impact de la baisse du coût des régimes de retraite sur la main d'œuvre imputée aux immobilisations	1,4 M\$
d) Impact de la baisse du coût des régimes de retraite sur les frais généraux imputés aux immobilisations	0,4 M\$
e) Impact de la baisse du coût des régimes de retraite sur les frais imputés aux ANR	0,3 M\$
f) Réduction des honoraires professionnels (taux de rendement)	<u>(1,3 M\$)</u>
Total des réductions spécifiques	<u>(8,6 M\$)</u>
Réduction générale résiduelle	(2,2 M\$)

JUSTIFICATION BUDGET ÉNERGIES NOUVELLES - 14087

1 Les activités supportées par le centre de coût 14087 (note : le vocable « Énergies Nouvelles »
2 est simplement le nom historique du centre de coût 14087) pour la portion assumée par
3 l'activité réglementée de Gaz Métro (nommé ci-après 14087--daQ) regroupent l'ensemble des
4 activités liées au service des clients actuels, potentiels et futurs du tarif de Réception, un tarif
5 approuvé par la Régie de l'énergie, ainsi qu'à l'évaluation de nouvelles sources
6 d'approvisionnement en gaz naturel et à la vigie liée aux nouvelles technologies et applications
7 concurrentes ou complémentaires à la distribution du gaz naturel par canalisation. Le travail lié
8 aux enjeux constants d'interchangeabilité du gaz naturel est un bon exemple du travail de cette
9 équipe. L'équipe liée au centre de coût 14087 est constituée d'un gestionnaire, de deux cadres
10 spécialisés et d'un stagiaire d'été. Le gestionnaire consacre 25 % de son temps à la supervision
11 de cette équipe, le reste de son temps étant consacré à la supervision d'une autre équipe qui
12 est dédiée à des activités de développement non réglementées.

13 En ce qui concerne le tarif de réception, l'équipe liée au centre de coût 14087-daQ se concentre
14 sur les activités en aval du point d'injection du gaz naturel. Toutes les tâches reliées aux ventes,
15 à la représentation, au marketing, à l'ingénierie et qui sont attribuables à la desserte des clients
16 actuels et potentiels du tarif de Réception, tels que les municipalités et les producteurs de
17 biométhane, sont effectuées par l'équipe en question et liées au centre de coût 14087-daQ.
18 Suivant la décision de la Régie dans le dossier Biométhane, aucune tâche attribuée à la daQ
19 n'est liée aux activités de traitement du biométhane et n'a été prévue au budget de l'exercice
20 2014.

21 C'est donc par souci d'efficience et d'optimisation de l'organisation du travail que Gaz Métro a
22 créé le centre de coût 14087, regroupant les activités multidisciplinaires reliées à la desserte
23 des clients potentiels du tarif de Réception, aux nouvelles sources d'approvisionnement et à la
24 vigie des technologies concurrentes ou complémentaires. En résumé, les responsabilités
25 assurées par l'équipe liée à ce centre de coût sont multiples et touchent principalement les
26 éléments suivants :

- 27 - Assurer l'expertise nécessaire afin de permettre l'injection sécuritaire de sources
28 alternatives de gaz naturel (ex. gaz de shale) et gaz naturel renouvelable dans le
29 réseau;
- 30 - Analyse de localisation réseau, connexion, types de raccordement;

- 1 - Tracé de la conduite d'injection, appareils de contrôle de la qualité du gaz;
- 2 - Assurer la représentation auprès des partenaires commerciaux (villes, sites
- 3 d'enfouissement, etc.);
- 4 - Assurer la représentation sur des comités (norme BNQ, CGA, etc.);
- 5 - Assurer une vigie des nouvelles technologies pour comprendre le marché et pour
- 6 déceler les clients futurs du tarif de réception, les nouvelles sources
- 7 d'approvisionnement et les nouvelles technologies concurrentes ou complémentaires.

8 Dit autrement, le but des activités liées au centre de coût 14087-daQ est ainsi de tenter de
9 faire croître les volumes de gaz naturel distribué par Gaz Métro ou de protéger les volumes
10 existants face à des menaces externes. Il s'agit de générer de la valeur pour la clientèle de
11 Gaz Métro par l'accompagnement des clients actuels, potentiels et futurs du tarif de
12 réception et par la vigie des nouvelles technologies ou applications concurrentes ou
13 complémentaires qui peuvent entrer en compétition avec la desserte de gaz naturel par
14 canalisation (ex. biogaz ou gaz porté hors réseau). Les activités liées à ce centre de coût
15 sont donc similaires à certaines activités effectuées par d'autres équipes de la daQ et
16 entièrement focalisées sur les activités réglementées.

17 Le budget d'opération 2014 du centre de coût 14087-daQ totalise 548 825 \$ et se détaille
18 comme suit :

	Budget d'opération total	Portion daQ	Portion ANR
Salaires	306 487\$	224 431\$	82 056\$
Avantages sociaux	156 921\$	114 909\$	42 012\$
Dépenses d'opérations	296 740\$	209 485\$	87 255\$
Total	760 148\$	548 825	211 323

- 19
- 20 Les montants prévus au budget 2014 pour les salaires et avantages sociaux représentent 25 %
- 21 de la rémunération du gestionnaire et 100 % de celle des deux cadres et du stagiaire.
- 22 Les dépenses d'opérations de 209 485 \$ sont constituées de :

- 1 - services professionnels (156 000 \$) essentiellement liés à l'embauche d'experts dans
2 l'analyse et la préparation de projets liés à la réception de gaz naturel au Québec
3 (ingénieurs, experts techniques, experts renouvelable, avocats) pour la portion des
4 activités en aval du point d'injection;
- 5 - dépenses d'opération (53 485 \$) pour les frais liés aux déplacements, repas,
6 représentations, hébergement, frais d'inscription, frais de formation, commandite et frais
7 d'adhésion de l'équipe.

8 La portion daQ des salaires et dépenses d'opération de l'équipe a été estimée en fonction des
9 projets prévus pour l'exercice 2013-2014. Comme il a été décrit dans la pièce Gaz Métro-12,
10 Document 17 du dossier R-3809-2012, cette évaluation sera revue en cours d'exercice et au
11 rapport annuel, de façon à refléter le coût réel des services daQ offerts par cette équipe et ceux
12 offerts aux activités ANR le cas échéant.

Tableau sur l'évolution des dépenses d'exploitation
pour les années financières se terminant le 30 septembre

Description		RÉEL										BUDGET		
		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
5	Dépenses d'exploitation en dollars courants	(000 \$)	115 104	119 774	123 510	130 129	132 363	135 619	142 803	152 384	156 992	161 115	182 680	185 721 ⁽¹⁾
7	Dépenses d'exploitation en dollars courants (excluant régime de retraite)								135 947	141 978	145 008	145 692	153 474	163 523
10	Inflation - Québec		1,6%	2,4%	2,0%	1,3%	2,3%	0,6%	1,3%	2,6%	2,4%	2,1%	1,9%	
11	Inflation cumulative (2003 = 100 %)		100,0%	101,6%	104,0%	106,1%	107,5%	109,9%	110,5%	111,9%	114,9%	117,6%	120,1%	122,4%
13	Dépenses d'exploitation en dollars constants	(000 \$)	115 104	117 911	118 716	122 626	123 154	123 371	129 196	136 121	136 645	136 947	152 083	151 732
15	Dépenses d'exploitation en dollars constants (excluant régime de retraite)	(000 \$)							122 993	126 826	126 214	123 838	127 768	133 596
18	Volume de vente normalisé	10 ⁶ m ³ @ 37,89	5 308	5 476	5 310	5 490	6 250	5 805	5 130	5 437	5 461	5 416	5 431	5 609 ⁽²⁾
20	Dép.d'exploitation \$ courants / volume	(\$ / m ³)	0,022	0,022	0,023	0,024	0,021	0,023	0,028	0,028	0,029	0,030	0,034	0,033
22	Dép.d'exploitation \$ constants / volume	(\$ / m ³)	0,022	0,022	0,022	0,022	0,020	0,021	0,025	0,025	0,025	0,025	0,028	0,027
24	Dép. d'exploitation en dollars constants (excluant régime de retraite) / volume	(\$ / m ³)							0,024	0,023	0,023	0,023	0,024	0,024
27	Nombre de clients au 30 septembre	Nombre	153 842	157 718	162 936	167 561	171 152	175 741	179 311	182 328	185 848	189 812	193 467	196 426
29	Dép.d'exploitation \$ courants / client	(000 \$/client)	0,748	0,759	0,758	0,777	0,773	0,772	0,796	0,836	0,845	0,849	0,944	0,946
31	Dép.d'exploitation \$ constants / client	(000 \$/client)	0,748	0,748	0,729	0,732	0,720	0,702	0,721	0,747	0,735	0,721	0,786	0,772
33	Dép. d'exploitation en dollars constants (excluant régime de retraite) / client	(000 \$/client)							0,686	0,696	0,679	0,652	0,660	0,680

⁽¹⁾ Gaz Métro - 11, doc. 12, p.1

⁽²⁾ Gaz Métro - 11, doc. 5, col. 3, l. 36

Tableau sur l'évolution des dépenses d'exploitation/volume
(en dollars constants)



